



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Thomson

Question au Gouvernement n° 1874

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Jean-Jacques Filleul.

M. Jean-Jacques Filleul. Monsieur le Premier ministre, mercredi dernier, avec sa véhémence habituelle, votre ministre des finances a instruit un procès contre les socialistes (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.) qui, selon lui, n'auraient pas recapitalisé le groupe Thomson. Nous contestons cette affirmation gratuite, que les faits démentent.

Puisque vous évoquez la recapitalisation de Thomson, que ne l'avez-vous faite depuis quatre ans ?

Aujourd'hui, en vertu de choix uniquement idéologiques, les Français vous voient brader une grande entreprise du secteur public. Pour le franc symbolique, Thomson Multimedia, quatrième entreprise mondiale d'électronique développant une technologie française de pointe, est abandonnée dans la plus grande confusion et opacité financière, sans saisine de la commission de privatisation.

M. Alain Juppé, Premier ministre. C'est faux !

M. Jean-Jacques Filleul. D'un même geste désinvolte, Thomson-CSF, fameux cadeau qui se chiffre en milliards de francs, est donné à Matra, société dont la solidité et l'indépendance ne sont pas garanties. Cette privatisation inique coûte cher aux contribuables français. Elle les prive d'une grande chance industrielle.

Pouvez-vous nous expliquer, monsieur le Premier ministre, votre choix que rien ne vient justifier ?

(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et sur quelques bancs du groupe communiste.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances. Monsieur le député, vous souhaitez une pique de rappel, si j'ai bien compris ! (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

Quatorze années de gestion socialiste ont démontré que l'État ne peut pas être un actionnaire conséquent.

(Vives protestations sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le président. Je vous en prie !

M. le ministre de l'économie et des finances. Dois-je vous rappeler que le groupe Thomson, c'est aujourd'hui 25 milliards de dettes (« Bradeur ! » sur les bancs du groupe socialiste.), 6 milliards de situation nette négative ? Je dis bien « situation nette négative ». (Vives protestations sur les bancs du groupe socialiste.) Les capitaux propres ont été intégralement mangés et les pertes n'ont pas fait l'objet de refinancement par l'actionnaire ! (« Bradeur ! » sur les bancs du groupe socialiste.) Voilà la situation de Thomson ! (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

La décision qu'a prise le Gouvernement a pour objet la constitution d'un groupe mondial de premier plan de vente de systèmes d'armes clés en main et d'électronique civile. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Jean-Pierre Michel. C'est scandaleux !

M. le ministre de l'économie et des finances. La procédure a été parfaitement transparente. Dès le mois de février, le Gouvernement a fait connaître sa décision de procéder à la privatisation du groupe Thomson.

(Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le president. Un peu de calme !

M. le ministre de l'economie et des finances. Le president de Thomson, M. Roulet, a ete charge de prendre contact avec d'eventuels repreneurs. («Bradeur !» sur les bancs du groupe socialiste.)

Le 2 aout, l'operation a ete lancee; les offres ont ete deposees le 16 septembre.

Le Gouvernement a pris sa decision dans la serenite, en s'entourant de toutes les expertises requises.

M. Claude Bartolone. Vous parliez d'une pique de rappel, mais c'est vous qui etes dans la seringue !

M. le ministre de l'economie et des finances. La commission de privatisation, contrairement a ce que vous pretendez, monsieur le depute, est saisie.

Mme Martine David. Magouilles !

M. le ministre de l'economie et des finances. Elle fera connaitre son opinion, et c'est a ce moment-la seulement que le Gouvernement pourra consacrer cette operation.

M. Jean-Yves Le Deaut. Magouilleurs !

M. le ministre de l'economie et des finances. De grace, la demonstration est faite: l'Etat ne peut etre un actionnaire consequent. Quatorze annees de pouvoir socialiste l'ont amplement prouve ! (Protestation sur les bancs du groupe socialiste.) Il etait temps de mettre de l'ordre dans nos finances publiques et dans l'industrie ! (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre. - Huees sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

Texte de la réponse

M. le president. La parole est a M. Jean-Jacques Filleul.

M. Jean-Jacques Filleul. Monsieur le Premier ministre, mercredi dernier, avec sa vehemence habituelle, votre ministre des finances a instruit un proces contre les socialistes (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.) qui, selon lui, n'auraient pas recapitalise le groupe Thomson. Nous contestons cette affirmation gratuite, que les faits demontrent.

Puisque vous evoquez la recapitalisation de Thomson, que ne l'avez-vous faite depuis quatre ans ?

Aujourd'hui, en vertu de choix uniquement ideologiques, les Francais vous voient brader une grande entreprise du secteur public. Pour le franc symbolique, Thomson Multimedia, quatrieme entreprise mondiale d'electronique developpant une technologie francaise de pointe, est abandonnee dans la plus grande confusion et opacite financiere, sans saisine de la commission de privatisation.

M. Alain Juppe, Premier ministre. C'est faux !

M. Jean-Jacques Filleul. D'un meme geste desinvolte, Thomson-CSF, fameux cadeau qui se chiffre en milliards de francs, est donne a Matra, societe dont la solidite et l'indépendance ne sont pas garanties. Cette privatisation inique coute cher aux contribuables francais. Elle les prive d'une grande chance industrielle.

Pouvez-vous nous expliquer, monsieur le Premier ministre, votre choix que rien ne vient justifier ?

(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et sur quelques bancs du groupe communiste.)

M. le president. La parole est a M. le ministre de l'economie et des finances.

M. Jean Arthuis, ministre de l'economie et des finances. Monsieur le depute, vous souhaitez une pique de rappel, si j'ai bien compris ! (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

Quatorze annees de gestion socialiste ont demontre que l'Etat ne peut pas etre un actionnaire consequent. (Vives protestations sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le president. Je vous en prie !

M. le ministre de l'economie et des finances. Dois-je vous rappeler que le groupe Thomson, c'est aujourd'hui 25 milliards de dettes («Bradeur !» sur les bancs du groupe socialiste.), 6 milliards de situation nette negative ? Je dis bien «situation nette negative». (Vives protestations sur les bancs du groupe socialiste.) Les capitaux propres ont ete integralement mangés et les pertes n'ont pas fait l'objet de refinancement par l'actionnaire ! («Bradeur !» sur les bancs du groupe socialiste.) Voila la situation de Thomson ! (Applaudissements sur les

bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

La décision qu'a prise le Gouvernement a pour objet la constitution d'un groupe mondial de premier plan de vente de systèmes d'armes clés en main et d'électronique civile. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Jean-Pierre Michel. C'est scandaleux !

M. le ministre de l'économie et des finances. La procédure a été parfaitement transparente. Dès le mois de février, le Gouvernement a fait connaître sa décision de procéder à la privatisation du groupe Thomson. (Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le président. Un peu de calme !

M. le ministre de l'économie et des finances. Le président de Thomson, M. Roulet, a été chargé de prendre contact avec d'éventuels repreneurs. («Bradeur !» sur les bancs du groupe socialiste.)

Le 2 août, l'opération a été lancée; les offres ont été déposées le 16 septembre.

Le Gouvernement a pris sa décision dans la sérénité, en s'entourant de toutes les expertises requises.

M. Claude Bartolone. Vous parliez d'une pique de rappel, mais c'est vous qui êtes dans la seringue !

M. le ministre de l'économie et des finances. La commission de privatisation, contrairement à ce que vous prétendez, monsieur le député, est saisie.

Mme Martine David. Magouilles !

M. le ministre de l'économie et des finances. Elle fera connaître son opinion, et c'est à ce moment-là seulement que le Gouvernement pourra consacrer cette opération.

M. Jean-Yves Le Deaut. Magouilleurs !

M. le ministre de l'économie et des finances. De grâce, la démonstration est faite: l'État ne peut être un actionnaire conséquent. Quatorze années de pouvoir socialiste l'ont amplement prouvé ! (Protestation sur les bancs du groupe socialiste.) Il était temps de mettre de l'ordre dans nos finances publiques et dans l'industrie ! (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre. - Huées sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

Données clés

Auteur : [M. Filleul Jean-Jacques](#)

Circonscription : - SOC

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1874

Rubrique : Matériels électriques et électroniques

Ministère interrogé : économie et finances

Ministère attributaire : économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 23 octobre 1996, page 5774

Réponse publiée le : 23 octobre 1996, page 5774

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 23 octobre 1996